

NET INFOS

Lundi 11 Novembre 2024



L'Algérie classée en tête de la région arabe

L'Algérie classée en tête de la région arabe avec une croissance de 3,8%, selon les dernières projections de croissance pour 2024 établies par le FMI prètent à l'optimisme.

Ce taux était de 4,1% en 2023. L'Algérie a obtenu de meilleurs résultats que ses voisins immédiats et d'autres pays arabes. L'explication du FMI dans son rapport d'octobre 2024 sur les perspectives économiques régionales, Moyen-Orient, Asie Centrale: «Dans les pays exportateurs de pétrole non membres du CCG, la croissance s'est avéré relativement stable, certains pays ayant profité du niveau élevé des prix du pétrole et d'une production importante (Libye, République islamique d'Iran) ainsi que du renchérissement du gaz naturel (Algérie)».

La croissance pour la région arabe devrait se hisser à 2,3% en 2024

«L'Algérie a vu son inflation refluer, grâce à l'appréciation du dinar et au recul des prix des produits frais et des prix à l'importation, alors que l'inflation est demeurée forte en République islamique d'Iran», fait noter la même source, qui souligne que les pays exportateurs de pétrole sont sur la voie de la résilience. Ainsi, estime le FMI de manière générale, la croissance pour la région devrait se hisser à 2,3% cette année (contre 1,7 % en 2023) et accélérer encore un peu à 4% en 2025.

Toutefois, l'institution internationale prévoit des perspectives quelque peu en recul «à court terme pour 2024 et 2025». Elles ont été révisées à la baisse de 0,6 et 0,4 point de pourcentage respectivement depuis avril, principalement en raison de la prolongation de la politique de réduction de la production de pétrole (presque tous les pays du CCG, Algérie, Irak), précise le FMI qui évoque la conjoncture mondiale difficile, impactée, entre autres, par les séquelles de la crise sanitaire et l'exacerbation des conflits.

Le rencontre d'évaluation de la Banque nationale d'Algérie

Le rencontre d'évaluation de la Banque nationale d'Algérie (BNA) a regroupé samedi à Sétif une centaine de cadres de cet établissement bancaire issus de l'Est du pays.

Dans une déclaration faite à l'APS à l'occasion, le directeur général (DG) de la BNA, Samir Tamrabet, a indiqué que ce rendez-vous d'évaluation est périodiquement organisé par la banque au niveau des quatre coins du pays et

celui-ci, le premier du genre de cette année, fait partie d'une série de rencontres similaires prévues dans le Nord, le Sud et dans l'Ouest du pays.

Il a également précisé que près de 100 cadres des agences bancaires et des 5 directions régionales de la banque à Constantine, Bejaia, Annaba, Tébessa et Sétif participent à la rencontre au côté des directeurs centraux pour « évaluer l'activité commerciale et monétaire, la numérisation, les relations avec les clients et citoyens dans le cadre de l'inclusion financière, attirer les dépôts bancaires et le financement de l'économie ».



Salon Tasshiil: le financement islamique en tête des offres des exposants

Le financement islamique vient en tête des offres des exposants participant au Salon "Tasshiil", spécialisé dans les crédits, le leasing et l'investissement, qui s'est clôturé, dimanche, au Palais des expositions (Safex).

Organisé du 7 au 10 novembre, le salon a connu la participation de près d'une cinquantaine d'exposants représentant des établissements bancaires et financiers, des entreprises, des startups et des incubateurs.

Les différents exposants ont proposé des formules de financement conformes à la Charia islamique, variant entre celles destinées à l'investissement et celles consacrées à la consommation, outre les offres des compagnies d'assurances Takaful.

Dans ce cadre, M. Mehdi Siari, représentant d'"ABC Bank" a souligné que les offres de financement islamique proposées par son établissement constituent "le service le plus demandé par les clients, d'autant plus que la banque propose une nouvelle formule de financement, consistant en l'acquisition de véhicules et leur vente par facilité sous forme de "Mourabaha", en vue de satisfaire les clients".

Le pays œuvre à renforcer sa monnaie : Nouvelle approche pour la gestion du dinar

Une économie forte pour un dinar fort et un dinar fort pour soutenir le développement de l'économie nationale... C'est l'équation qui devrait déterminer désormais la nouvelle politique de gestion du taux de change du dinar, visant surtout à renforcer sa valeur et à lui redonner du pouvoir d'achat, après de longs cycles de dépréciations qu'il a connus durant la décennie précédente.

«Une réflexion est actuellement en cours pour concevoir une nouvelle approche en vue d'améliorer la politique de gestion du taux de change et garantir ainsi la valeur du dinar, de sorte à soutenir la rythme du développement économique», a fait valoir, en ce sens, le ministre des Finances, Laâziz Faïd, mercredi dernier lors des débats à l'Assemblée populaire nationale (APN) sur le projet de loi de finances 2025.

Sans livrer davantage de détails sur le contenu de cette nouvelle approche, le ministre, qui a tenu à préciser que la gestion du marché et de la politique de change, relève des prérogatives de la Banque d'Algérie (BA), n'a pas manqué d'indiquer dans le même contexte que la parité du dinar est déterminée «selon des critères économiques et en référence à un panier de devises étrangères avec pour objectif de garantir la stabilité monétaire».

Le FMI table sur une croissance de 3,8% de l'économie algérienne

Le Fonds monétaire international (FMI) a dévoilé récemment les prévisions de croissance économique dans le monde.

Dans son dernier rapport, le FMI table sur une croissance de 3,8% en 2024 de l'économie algérienne, dépassant ainsi l'ensemble des pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Avec ces prévisions, l'économie algérienne dépasse ainsi les grandes économies de la région, à l'image de l'Egypte, le Koweït et l'Arabie Saoudite.

Régularisation du foncier à Oran : 593 nouveaux livrets fonciers délivrés

Les efforts de la régularisation foncière et les actifs des biens relevant des collectivités locales à travers l'ensemble du territoire de la wilaya d'Oran se poursuivent, avec la délivrance de 593 livrets fonciers, dont 17 au profit des services de la wilaya.



ZLECAF : Une opportunité sur un plateau

A présent que l'intégration de l'Algérie dans la Zone de libre-échange du continent africain (Zlecaf) est effective, après qu'elle eut adhéré au projet en 2018 et ratifié cette adhésion en décembre 2019, il serait intéressant de voir en quoi cette adhésion est positive pour l'économie algérienne et pour le renforcement de l'intégration économique du continent africain.

A présent que l'intégration de l'Algérie dans la Zone de libre-échange du continent africain (Zlecaf) est effective, il serait intéressant de voir en quoi cette adhésion est positive pour l'économie algérienne et pour le renforcement de l'intégration économique du continent africain. Le continent africain regorge de trésors à l'état brut.

Son essor a été retardé par des colonisations impitoyables, un néocolonialisme insidieux dans certains pays, des troubles et conflits initiés et encouragés par des forces étrangères avides de jouer sur des rivalités pour mieux accaparer les biens des populations, ainsi que par des manœuvres dilatoires destinées toutes à empêcher un développement autonome de l'Afrique et des Africains et, par corollaire, à accroître leur dépendance vis-à-vis de pays prédateurs qui privilégient leurs intérêts au détriment de ceux de notre continent.



Banques islamiques : Pour des stratégies marketing adaptées

Les banques islamiques en Algérie s'érigent aujourd'hui en un des piliers les plus importants de l'économie nationale, en raison de leurs caractéristiques uniques. Le total des dépôts de la finance islamique dans les banques avait atteint 794 milliards de DA au 1er juin dernier.

Ce compartiment avait enregistré une évolution positive depuis son lancement en 2020. Pour un meilleur développement de cette finance, l'Etat ne lésine sur aucun effort. Le ministère des Finances travaille avec des organisations internationales et arabes, dont le Groupe de la Banque islamique de développement, qui possède une grande expertise et compétence en matière de finance islamique.

Toutefois, un chemin reste à parcourir. La réalisation du succès réel de la banque islamique, affirment Mohamed Abdelwahab Chani et El Hadj Ahmed Fouzia, enseignants à l'université d Djelfa, «nécessite plusieurs facteurs, où l'aspect de la charia est le facteur le plus important, à travers lequel la confiance est renforcée». «L'absence d'un système islamique centralisé est l'un des principaux obstacles au fonctionnement des banques islamiques en Algérie», affirment les universitaires.



[Algérie et Espagne tournent la page](#)

[Affaires et droit international vont de pair](#)

L'Algérie est le premier fournisseur de gaz à l'Espagne et 55 000 Algériens résident dans ce pays.

La Banque d'Algérie a adressé une note aux banques et établissements financiers leur demandant de traiter toutes les opérations commerciales de et vers l'Espagne. Il s'agit là d'un retour à la normalisation entre les deux pays. Le conflit remonte à juin 2022, lorsque l'Espagne avait soutenu l'option marocaine sur le Sahara occidental, entraînant la rupture. La position espagnole a été dévoilée, le 18 mars 2022, par le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez. Les relations entre les deux pays ont connu, depuis l'été 2022, un arrêt presque total, à l'exception de l'acheminement du gaz algérien vers l'Espagne.

Puis, petit à petit, depuis janvier dernier, les intrants agricoles puis la viande rouge ont repris, suivis de désignation d'un nouvel ambassadeur à Alger. «Il est à rappeler qu'en vertu de la réglementation des changes en vigueur, les banques intermédiaires agréées doivent veiller à la régularité des opérations de commerce extérieur et de change qu'elles traitent.

À ce titre, les banques intermédiaires agréées voudront bien noter que les opérations de domiciliation bancaire des opérations de commerce extérieur de et vers l'Espagne, doivent être traitées conformément à la réglementation des changes en vigueur», a précisé la Banque d'Algérie dans une note.



[FMI : L'Algérie en tête des prévisions de croissance en Afrique du Nord et au Moyen-Orient pour 2024](#)

Selon les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI), l'Algérie affiche un taux de croissance économique attendu de 3,8 % pour l'année 2024. Ce chiffre positionne le pays en tête des économies de la région Afrique du Nord et Moyen-Orient, surpassant des puissances régionales telles que l'Égypte, le Koweït et l'Arabie saoudite.

Ces perspectives favorables témoignent des efforts engagés par l'Algérie pour renforcer son économie, en dépit des défis rencontrés dans le contexte économique mondial.

[Il faut de nouvelles méthodes en relations économiques et politique internationale](#)

» C'est un diplomate connu. Il travaille au profit des services du renseignement extérieur français, et un parrain de certains pays que leurs intérêts ne marche pas avec ceux de l'Algérie » commence l'expert en économie et en relation internationale le Pr. Fardi Ben Yahia, à l'égard de l'ancien ambassadeur de France en Algérie Xavier Driencourt. Ce dernier, il est souvent présenté comme un spécialiste des relations algéro-française.

En relation internationale, chaque pays a le droit d'établir sa politique extérieure selon ses intérêts nationaux, « Il est possible à tout État de changer sa manière d'échanges commerciaux avec un autre État. Et on ne peut pas dire que l'Algérie n'a pas pris de telles initiatives, sauf qu'il aurait fallu utiliser d'autres méthodes, puisque l'association des banques qui a évoqué ce sujet », ajoute le Pr. Ben Yahia.

» Il aurait été préférable que la réponse à l'ex-ambassadeur Xavier Driencourt soit dite par le directeur général du trésor public, ou à la rigueur par le ministre des Finances, et non du Premier ministre. »

[La France, l'Espagne et l'Italie en tête des importateurs de pétrole algérien en 2024](#)

Au cours des dix premiers mois de l'année 2024, trois pays européens – la France, l'Espagne et l'Italie – se sont distingués en tant que principaux importateurs de pétrole brut algérien, tandis que la Corée du Sud et l'Inde ont dominé les importations en Asie. Les chiffres de l'Unité de Recherche sur l'Énergie de Washington mettent en évidence une forte présence européenne dans la liste des clients de l'Algérie, avec un seul pays africain, l'Afrique du Sud, parmi les importateurs.

D'après ces données, les exportations de pétrole brut de l'Algérie ont atteint en moyenne 410 000 barils par jour entre janvier et octobre 2024, soit une augmentation par rapport aux 378 000 barils quotidiens enregistrés durant la même période en 2023. La France s'est imposée comme le premier importateur, avec une moyenne de 86 000 barils par jour, suivie de l'Espagne avec 55 000 barils par jour, et de l'Italie avec 49 000 barils par jour.

AVEC UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE 3,8 % EN 2024 : L'Algérie, locomotive de la région MENA

Ces derniers mois, les appréciations du Fonds monétaire international (FMI) sur l'économie algérienne sont positives et ses prévisions de croissance sont optimistes. Ainsi, dans son dernier rapport, cité par plusieurs médias, le FMI a révélé que l'Algérie devrait enregistrer une croissance de 3,8 % en 2024.

De ce fait, selon la même indication, l'Algérie se classe en tête des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (MENA), laissant derrière elle des économies régionales puissantes comme celles de l'Égypte, du Koweït et de l'Arabie saoudite. Pour les spécialistes, cette prévision souligne la résilience et le potentiel de croissance économique de l'Algérie, malgré les défis économiques mondiaux et régionaux.

En avril 2024, déjà, les estimations du FMI donnaient l'Algérie en mesure de devenir le moteur de la croissance économique dans le monde arabe. Cette tendance est appelée sans doute à se poursuivre sachant que le président Abdelmadjid Tebboune a exprimé la volonté de faire de son second mandat présidentiel un mandat économique par excellence dans l'objectif de faire reculer le plus possible la dépendance aux hydrocarbures dont le marché mondial est caractérisé par des fluctuations dues à des facteurs souvent imprévisibles. Il s'agit de favoriser les investissements dans les activités productives et accroître le volume des exportations hors hydrocarbures à partir d'une économie diversifiée en mesure de créer 450 000 nouveaux emplois et de ramener l'inflation sous la barre des 4%. Le but est également d'assurer l'autosuffisance en blé, orge et maïs.



PLF 2025: Des députés proposent l'importation de véhicules de moins de 5 ans

Des députés ont proposé des amendements au projet de loi de finances pour l'année 2025, visant à augmenter le nombre de véhicules disponibles sur le marché national.

Parmi les amendements examinés par le bureau de la chambre basse, figure l'autorisation d'importer des véhicules de moins de 5 ans, avec la suppression de la condition interdisant la cession pendant 3 ans. Une restriction jugée comme une entrave à la liberté de disposer de ses biens. Il est également proposé d'annuler les augmentations des taxes sur la vignette automobile.



Commerce extérieur : Augmentation des exportations de pétrole brut de l'Algérie

Trois pays européens, à savoir la France, l'Espagne et l'Italie, ont dominé la liste des plus grands importateurs de pétrole algérien au cours des dix premiers mois de 2024, tandis que la Corée du Sud et l'Inde ont été les principaux importateurs asiatiques.

Les données sur les exportations de pétrole algérien depuis le début de l'année 2024 révèlent qu'un seul pays africain figure parmi les importateurs, il s'agit de l'Afrique du Sud, tandis que la majorité des cargaisons ont été envoyées vers des pays européens et asiatiques.

Selon les chiffres de l'Unité de Recherche sur l'Énergie à Washington, la moyenne des exportations de pétrole brut de l'Algérie a atteint 410 000 barils par jour entre janvier et fin octobre 2024, contre 378 000 barils par jour sur la même période en 2023.



Le FMI prévoit une croissance économique de 3,8 % pour l'Algérie en 2024

Le Fonds Monétaire International (FMI) a révélé que l'Algérie devrait enregistrer une croissance de 3,8 % en 2024.

Dans son dernier rapport, le FMI indique que l'Algérie se classe en tête des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, surpassant ainsi des économies régionales puissantes telles que celles de l'Égypte, du Koweït et de l'Arabie Saoudite.

Cette performance marque une distinction notable pour l'Algérie, qui continue de se consolider comme un acteur majeur dans la région.



Importation des voitures d'occasion : ce que proposent les députés

À l'issue des débats sur le projet de loi des finances (PLF) 2025, les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont examiné 110 points pour modifier le texte soumis par le ministère des Finances. Parmi eux, dix amendements concernent le secteur de l'automobile, dans l'objectif d'améliorer la disponibilité des voitures sur le marché national.

ضمن مقترحات النواب لتعديل مشروع قانون المالية 2025

تمديد آجال تسوية البنائات.. واستيراد السيارات أقل من 5 سنوات

□ إلغاء منع التنازل عن السيارات الأقل من 3 سنوات المستوردة

□ الإبقاء على الحد الأدنى لمبلغ الضريبة الجزافية الوحيدة عند سقف مليون سنتيم

□ تحويل الزيادات في قسيمة السيارات و رخص البناء على عقود التعمير

□ فتح حساب تخصيص لدعم إعادة إعمار قطاع غزة

اقترح نواب من المجلس الشعبي الوطني، تمديد العمل بأحكام قانون تسوية البنائات إلى 31 ديسمبر 2025، الترخيص باستيراد السيارات المستعملة ليشمل الأقل من 5 سنوات بدلا من 3 سنوات لتلبية حاجيات السوق، وتوسيع التدبير لأبناء الجالية الوطنية بالخارج، مع حذف شرط منع التنازل عنها لمدة 3 سنوات، مع إلغاء الزيادات على قسيمة السيارات ورخص البناء ومراجعتها بالنسبة لعقود التعمير، والإبقاء على الحد الأدنى لمبلغ الضريبة الجزافية الوحيدة عند مليون سنتيم.

تركزت مقترحات النواب لتعديل مشروع قانون المالية لسنة 2025، حسب وثيقة بجوزة "المساء"، في انتظار إصدار التقرير التكميلي، والمصادقة عليه الأربعاء القادم، حول تمديد الترخيص لاستيراد السيارات المستعملة لتشمل الأقل من 5 سنوات وإلغاء شرط منع التنازل عنها لمدة 3 سنوات، باعتبار أن هذه المادة مقيدة للحرية التجارية للمواطن والتصرف في الممتلكات، حسب أصحاب هذا التعديل، وهذا أمام نقص عرض السيارات للبيع وارتفاع أسعارها في السوق الوطنية، معتبرين أن المادة 203 من هذا النص التشريعي مقيدة للسماح للمواطنين باقتناء السيارات بمالهم الخاص من العملة الصعبة، وبالتالي حرمان الميزانية من الأموال المحصلة عن جمركة هذه السيارات.

أكد التراجع القوي للتضخم بفعل قوة الدينار.. صندوق النقد الدولي: الجزائر تتصدر اقتصادات شمال

إفريقيا والشرق الأوسط

□ تفوق على أقوى اقتصادات المنطقة كمصر والكويت والسعودية

□ نمو الاقتصاد الجزائري بنسبة 3.8% خلال سنة 2024

□ تراجع أسعار الأغذية الطازجة والواردات أدى إلى انخفاض التضخم

أشار صندوق النقد الدولي، في آخر تقرير صادر له إلى نمو الاقتصاد الجزائري بنسبة 3.8% خلال سنة 2024، ليتفوق بذلك في نسبة النمو الإجمالي لسنة 2024 على اقتصاديات قوية في المنطقة، مثل مصر والكويت والسعودية.

وفي آخر تقرير لصندوق النقد الدولي، تبين أن الجزائر جاءت في المرتبة الأولى، متصدرة بذلك ترتيب دول شمال إفريقيا وشرق الأوسط.

ووفقا لتقرير آفاق الاقتصاد الإقليمي "خوض غمار المشهد الجغرافي-الاقتصادي المتغير"، الصادر عن صندوق النقد الدولي، شهدت الجزائر انخفاضا في التضخم، ويعود ذلك إلى قوة الدينار وانخفاض أسعار الأغذية الطازجة والواردات، وتفوق الاقتصاد الجزائري في نسبة النمو الإجمالي لسنة 2024 على اقتصاديات قوية في المنطقة.

وأشاد صندوق النقد الدولي بقوة الدينار الجزائري، وتراجع أسعار الأغذية الطازجة والواردات التي أدت إلى انخفاض للتضخم خلال العام الجاري.

وتوقع الصندوق بخصوص نمو الناتج الداخلي الخام الجزائري، تسجيل الجزائر نسبة نمو بـ3,8% في 2024، فيما قدر البنك العالمي نسبة نمو الناتج الداخلي الخام الجزائري بنحو 3,1%، وهو مستوى إيجابي بالنسبة لمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا.



معرض القروض و الايجار المالي و الاستثمار: التمويل الإسلامي في صلب اهتمامات العارضين

احتلت مختلف عروض التمويل الإسلامي صدارة اهتمامات العارضين المشاركين في صالون "تسهيل"، المختص في القروض و الايجار المالي والاستثمار، الذي اختتم أبوابه اليوم الأحد بقصر المعارض بالعاصمة.

وعرف المعرض، المقام في الفترة ما بين 7 و10 نوفمبر الجاري، مشاركة نحو 50 عارضا، يمثلون مؤسسات بنكية و مالية وصناعية ومقاولين، فضلا عن شركات ناشئة وحاضنات أعمال.

ويوفر مختلف العارضين صيغ تمويل متوافقة مع الشريعة الإسلامية، تتراوح بين تلك الموجهة للاستثمار والمخصصة للاستهلاك، فضلا عن عروض شركات التأمين التكافلية.

وفي هذا الصدد، أكد مهدي سياري، ممثل بنك "آ بي سي" (ABC Bank) أن عروض التمويل الإسلامي التي توفرها مؤسسته "تعد الخدمة الأكثر طلبا من طرف الزبائن، خاصة وأن البنك يوفر صيغة جديدة في التمويل، تقوم على امتلاكه للسيارات قبل بيعها بالتقسيط وفق مبدأ المرابحة، وهو ما يبحث عنه الزبائن".

صندوق النقد الدولي: الجزائر تتصدر اقتصاديات شمال إفريقيا في نسبة النمو

أشار صندوق النقد الدولي، في آخر تقرير صادر له إلى نمو الإقتصاد الجزائري بنسبة 3.8 بالمائة خلال سنة 2024. وفي آخر تقرير لصندوق النقد الدولي، تبين أن الجزائر جاءت في المرتبة الأولى. متصدرة بذلك ترتيب دول شمال إفريقيا وشرق الأوسط.

ووفقا لتقرير آفاق الإقتصاد الإقليمي “خوض غمار المشهد الجغرافي-الاقتصادي المتغير”، الصادر عن صندوق النقد الدولي، شهدت الجزائر انخفاضا في التضخم، ويعود ذلك إلى قوة الدينار وانخفاض أسعار الأغذية الطازجة والواردات. وتفوق الإقتصاد الجزائري في نسبة النمو الإجمالي لسنة 2024 على اقتصاديات قوية في المنطقة، مثل مصر والكويت والسعودية.

تفوقت على اقتصاديات قوية.. الجزائر في المرتبة الأولى بنسبة نمو 3.8%

كشف صندوق النقد الدولي، أن الجزائر حازت على توقعات نمو بنسبة ب 3.8% لسنة 2024. وفي آخر تقرير لصندوق النقد الدولي، تبين أن الجزائر جاءت في المرتبة الأولى. متصدرة بذلك ترتيب دول شمال إفريقيا وشرق الأوسط. كما أنها تفوقت في ترتيبها على اقتصاديات قوية في المنطقة مثل مصر والكويت والسعودية.

PROJET DE LOI DE FINANCES 2025

91 propositions d'amendements acceptées

91 propositions d'amendements sur les 111 émises par des députés ont été acceptées dans la forme par le bureau de l'Assemblée populaire nationale en attendant que la commission des Finances et du budget statue sur le fond de ces propositions.

Mohammed K - Alger (Le Soir) - La commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale a entamé, depuis avant-hier samedi, l'étude des propositions d'amendements émises par des députés à l'issue des débats de trois jours autour du projet de loi de finances 2025. Des amendements, initialement de l'ordre de 111, dont seuls 91 ont été validés par le bureau de l'Assemblée lors de sa réunion de jeudi dernier et que les membres de ladite commission des finances et du budget se doivent de traiter dans le fond avec leurs auteurs, au nombre de 35, à l'effet d'établir leur rapport complémentaire en perspective de la plénière dédiée au vote dudit texte prévue après-demain mercredi.

Et la plus significative de toutes ces propositions d'amendements, avons-nous appris, d'une source proche de ladite commission, est l'amendement à apporter à l'article 203 à l'effet de supprimer la mesure restrictive à la vente des véhicules d'occasion de moins de 3 ans, la mesure initiale visant à rendre ces véhicules inaccessibles 3 ans après leur acquisition, «dans le but de réduire les pratiques spéculatives». Dans leur argu-

mentaire, les porteurs de cet amendement mettent en avant le manque de véhicules sur le marché en plus de la cherté excessive de ceux de moins de trois ans inaccessibles pour les citoyens, notamment les fonctionnaires qui constituent la couche moyenne. D'où la proposition de porter cette condition d'âge du véhicule à importer à cinq ans avec suppression pure et simple de la condition d'inaccessibilité.

Autre disposition, qui suscite les réserves de députés, l'article 137 relatif au relèvement de la taxe additionnelle sur les produits tabagiques qui passe de 50 dinars à 65 dinars. L'autre amendement accepté porte sur la modification de l'article 55 qui revêt à la hausse le tarif de la vignette automobile applicable aux véhicules de tourisme et véhicules aménagés en utilitaires, d'une puissance de 10 CV et plus. Il a été tout simplement proposé la suppression de cette disposition qui, selon ses porteurs, est en contradiction avec les objectifs recherchés, à savoir soutenir et assurer la maintenance des infrastructures de base, dont les routes. Surtout, mettent-ils en avant, le fait que le fonds spécial dédié à cette mission a été supprimé.

Les propositions d'amendements



Des amendements, initialement de l'ordre de 111, dont seuls 91 ont été validés par le bureau de l'Assemblée.

concernent, soulent encore notre source, les articles 190 et 205 ainsi que l'article 173 pour réduire la contribution de solidarité appliquée à l'importation des biens proposés à la consommation de 3% à 2% afin de préserver le pouvoir d'achat du citoyen.

Les députés ont également proposé de modifier l'article 187 en redistribuant le produit de la vente des couraux définitivement saisis en portant le taux au profit du budget de l'Etat à 60% au lieu de 70 %, et en réduisant le taux au profit de l'Agence nationale pour le développement durable, de développement de la pêche marine et de l'aquaculture à 20% au lieu de 30%.

De ce fait, il a été sollicité la modification de l'article 55 en augmentant la vignette des véhicules utilitaires d'une

puissance de 15 chevaux ou plus appliqué aux véhicules touristiques et utilitaires, l'amendement de l'article 173 pour réduire la contribution de solidarité appliquée à l'importation des biens proposés à la consommation de 3% à 2% afin de préserver le pouvoir d'achat du citoyen.

Les députés ont également proposé de modifier l'article 187 en redistribuant le produit de la vente des couraux définitivement saisis en portant le taux au profit du budget de l'Etat à 60% au lieu de 70 %, et en réduisant le taux au profit de l'Agence nationale pour le développement durable, de développement de la pêche marine et de l'aquaculture à 20% au lieu de 30%.

considérant que l'Agence nationale pour le développement durable de la pêche marine et de l'aquaculture dispose d'une source de financement à partir des revenus des redevances générées par la vente des couraux réservés comme stipulés à l'article 165 de ce projet de loi de finances 2025.

Par ailleurs, les députés proposent la suppression de l'article 137 en raison, expliquent-ils, des prix élevés actuels des cigarettes et du tabac et de leur incompatibilité avec le salaire national minimum garanti et le fait du nombre important de jeunes au chômage et de personnes à faibles revenus qui consomment cette substance, et la situation actuelle n'est pas appropriée pour imposer de telles augmentations.

Les autres propositions d'amendements sont de pure forme puisqu'elles consistent en le rajout ou la suppression de passages, concernant les articles 182 (rajout d'un passage), l'article 184 (suppression d'une phrase dans son premier alinéa) ou encore l'article 33 dont les députés proposent la suppression d'un passage.

La dernière proposition concerne le changement de place du chapitre pour l'article 112 de la sous-section relative aux diverses dispositions fiscales à la sixième sous-section relative aux procédures fiscales car le contenu des articles 79 et 87 de ce projet de loi concerne les procédures fiscales.

M. K.

AHMED MIR. *Président de la Commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires*

«Un guichet unique bientôt mis en place»

Le e-commerce vient en tête des projets proposés par les étudiants en fin de cycle. Les universités de l'est du pays sont classées premières en nombre d'idées innovantes. Un guichet unique sera prochainement mis en place. Ahmed Mir, président de la Commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires et aussi directeur des études à la direction générale de la recherche scientifique et le développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur, explique dans cet entretien que la politique «un diplôme/une start-up» connaît une adhésion de la corporation étudiante.

Propos recueillis par
Nassima Oulebsir

Deux ans après la mise en place du mécanisme «un diplôme/une start-up» dédié aux étudiants en fin de cycle, comment peut-on estimer l'adhésion aujourd'hui ?

Nous avons en effet créé, en septembre 2022, la Commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires, dédiée spécialement à la promotion et au développement de l'innovation et de l'entrepreneuriat

chez les étudiants. L'idée est de créer le maximum d'incubateurs et de Centres de développement de l'entrepreneuriat (CDE) et Centres d'appui technologique et d'innovation. En parallèle, le décret ministériel 12-75 est venu appuyer cet environnement d'entrepreneuriat. Il porte essentiellement la réalisation du diplôme et de la start-up en même temps. Il s'agit donc de nouvelles modalités d'élaboration d'un projet de mémoire de fin d'études. Une nouvelle vision novatrice afin d'incarner le sens et l'esprit de l'entrepreneuriat et du développement économique durable auprès des étudiants. Il concerne tous les étudiants de fin de cycle, tous cycles et spécialités confondus, autrement dit aucun étudiant ne peut être exclu. Ceci dit, il n'est pas obligatoire que le créateur de la start-up soit d'une spécialité précise ou celle de son cursus universitaire. L'important est que son idée soit réalisable et surtout innovante et porte une solution sur le marché. Des campagnes de sensibilisations sont organisées dans ce sens périodiquement. Nous avons aidé les différentes universités à mettre en place les incubateurs, chargés justement d'accompagner ces projets et d'étudier leur faisabilité. Ils ont pour objectif de transformer une idée innovante en entreprise concrète et performante. Les jeunes porteurs de projet qui intègrent un incubateur vont ainsi bénéficier d'un certain nombre d'outils et de services pour développer leur projet.

Quelles sont les réalisations à ce jour ?

Durant la première année, nous avons procédé à la formation des formateurs, notamment les directeurs des incubateurs, selon des normes scientifiques. Nous avons aussi fait appel aux compétences professionnelles dans le monde

économique. 9000 idées ont été soumises et enregistrées, mais au final, seuls 6053 projets ont pu être soutenus et présentés devant les membres du jury. Ils ont fini par être accompagnés par nos experts et mentors. Certains d'entre eux dépassaient l'idée de start-up et étaient transformés et transférés en cours de route aux petites entreprises. Ces porteurs de projet, formés par les CDE, aujourd'hui fiers d'annoncer qu'ils sont au stade très avancé de leur réalisation en demandant même leur financement via plusieurs mécanismes. A retenir aussi, pendant la première année, 1400 demandes de brevet d'innovation ont été introduites au niveau de l'Institut national algérien de propriété industrielle (Inapi). Jamais un tel nombre n'a été enregistré. 25 start-up ont été créées lors de la première année, dont plusieurs ont eu leur label. Durant la deuxième année, soit durant l'année universitaire 2023-2024, il y eu de plus en plus d'engagement et d'intérêt. De bonnes expériences ont incité d'autres à y adhérer. Plus de 17 000 idées innovantes sont soumises et enregistrées, dont 9337 projets acceptés pour discussion et débat, puis accompagnés par des incubateurs. Pour cette deuxième année, 1175 demandes de brevet d'innovation étaient soumises à l'Inapi. Nous sommes arrivés aujourd'hui à mettre en place 102 CDE à travers tout le pays. 7 autres centres sont en cours de création et seront prêts avant la fin de l'année en cours. Un guide pour les formateurs et les apprenants est disponible. Il sert comme orientation et mode d'emploi pour



Ahmed Mir

la création d'une start-up. Plus de 7000 porteurs de projet ont été formés. 55 maisons d'intelligence artificielle sont ainsi ouvertes, et contribuent à renforcer le rôle de l'Algérie en la matière, mais aussi de faire participer les étudiants et les innovateurs à cette démarche. 63 laboratoires d'industrie sont mis en place. Il s'agit en effet d'une nouvelle prestation pour les start-up afin de leur faciliter la conception des prototypes d'innovation.

Quels sont les secteurs les plus prisés ?

Nous enregistrons des idées innovantes en e-commerce. Et contrairement aux idées reçues, les sciences humaines en font partie. A l'université de Blida 2 des sciences humaines, par exemple, 28 projets ont eu leur label. Beaucoup d'idées innovantes sont aussi enregistrées en filière de biotechnologie, technologie, agriculture intelligente, santé et l'utilisation de l'IA et l'irrigation intelligente. Par région, nous avons la région est qui enregistre le plus de projets, suivie de l'Ouest, puis les universités du centre du pays.

Toutefois, certains étudiants évoquent plusieurs obstacles et disent être déçus dans leur démarche. Quelle solution proposez-vous ?

C'est pour cette raison qu'un projet pour le «guichet unique» est en cours. Il englobe des représentants des impôts, des services du registre du commerce, des assurances et des banques pour faciliter la démarche aux étudiants et porteurs de projet. Tout avance bien, nous sommes au stade de choix des lieux.

N. O.

اقترحها النواب لمشروع قانون المالية 2025

91 تعديلا في غربال اللجنة البرلمانية

المنشأ أو المستورد منه. وأشارت في عرضها للأسباب "تبيّن أنه من غير المنطقي أن يشتري شخص مركبة من دولة أسيوية ويتحمل مصاريف النقل والشحن الكبيرة، ثم تُحسب جمركتها بناء على جدول المركبات الأوروبية، مما يستدعي إضافة المادة الجديدة في إطار هذا التعديل".

وعلى صعيد آخر، ورد في تعديلات اللجنة تصحيح وتحيين الوثائق المسحبة المودعة لدى المحافظات العقارية، وذلك من بين المقترحات المودعة لفض خلافات الشيوخ. وأشارت إلى اقتراح تعديل للمادة 162 في فقرتها الأخيرة والمتعلقة بإمكانية تسوية العقارات المرقمة عن طريق الخطأ في حساب الدولة، بالإضافة العقارات المرقمة عن طريق الخطأ في حساب العقارات غير المطالب بها (مجهول) أو الخطأ في اسم صاحب العقار أو مساحته.

ونهبتم التعديلات المقترحة من طرف النواب، أن رفع نسبة الرسم العقاري الواردة في المادة 20 من مشروع القانون إلى 10 بالمائة للردع وإجبار مالكي العقارات لاستئجارها، يعتبر تمسك في حق مالكيها، فضلا عن كونه خطوة لا تشجع على امتلاك هذه السكنات، بل قد يؤدي إلى دفع الملاك من تفادي استكمال إجراءات الامتلاك للتهرب من دفع هذه الرسوم.

سعيد بشار

وعلى غرار النقاشات التي حازت اهتماما من طرف النواب تحت قبة البرلمان، خاصة أنها تمثل الميزانية الأكبر في تاريخ الجزائر، تضمنت وثيقة الاقتراحات الكتابية جملة من النقاط التي تصب في خانة تحسين الحياة اليومية للمواطن البسيط وتحت على ضرورة معالجة هذا القانون لئلا نشغالات التي لم ينقطع المواطنون على طرحها في كل مناسبة.

وضمن هذا الإطار، كان النواب قد اقترحوا في وثيقة التعديلات حذف المادة 55 نهائيا من نص مشروع القانون التي تنص على رفع التعريضة الخاصة بقسيمة السيارات، بحكم أنها تتعارض مع الهدف من رفع القسيمة، وهو دعم وصيانة البنية التحتية للطرق، مع العلم أنه تم إغلاق حساب تخصيص خاص بصيانة الطرقات، فضلا عن كونه إجراء ينافي بقرارات رئيس الجمهورية بعدم إضافة أي عبء على عاتق المواطن. تضمنت وثيقة التعديلات، أيضا، إلغاء المادة 55 وبرزت ما ذهب إليه بأنه يشكل مبالغة في الزيادات المقترحة على تعريف قسيمة السيارات، حيث تراوحت نسب الزيادة بين 150 و233 و275 بالمائة. وفي مجال آخر طالبت الوثيقة بضرورة مراعاة مسألة تقييم البضائع أو المركبات من طرف مصالح الجمارك وفق الأسعار الرسمية المعتمدة في بلد

تواصل لجنة المالية والميزانية على مستوى المجلس الشعبي الوطني، دراسة ومراجعة بنود مشروع قانون المالية 2025، المقترح من طرف الحكومة، تحضيراً للتصويت عليه خلال الجلسة العلنية المقررة يوم الأربعاء المقبل. وعلى هذا الأساس، عقدت لجنة المالية والميزانية برئاسة محمد هادي أسامة عرياوي، اجتماعا خصص لدراسة التعديلات المقترحة على مشروع قانون المالية لسنة 2025، حيث التقت بالنواب الممثلين لمختلف الأحزاب والتيارات السياسية مندوبيي المقترحة على بنود مشروع هذا القانون، بينما كان مكتب المجلس قد أحال على اللجنة في اجتماعه سابق، التعديلات المستوفية للشروط المطلوبة والتي بلغ عددها 91 تعديلا من بين 111 تعديلا مقترحا تضمنته وثيقة التعديلات المقترحة.

وتضاف هذه الدراسة والمراجعات والمقترحات إلى المناقشة المباشرة عرضها نواب الشعب بالغرفة السفلى للبرلمان، الأسبوع الماضي على مدار ثلاثة أيام، وجهوا خلالها مجموعة من المعطيات والانشغالات تضمنه مشروع الحكومة وزيادتها القانون المالية لسنة 2025، باعتباره الوثيقة التي توطن السياسة الاقتصادية والاجتماعية للبلاد.

تمويل السكن وشراء السيارات والاستثمار مليون أسرة استفادت من القروض البنكية

أبانت التقديرات الإحصائية الخاصة ببنك الجزائر، أن حوالي 990 ألف أسرة لجأت إلى القروض البنكية للعام الماضي، مع بلوغ عدد الرجال الذين اقترضوا من البنوك أزيد من 781 ألف مقابل 207 آلاف من النساء، بينما طاق العدد الإجمالي للمستفيدين من القروض البنكية من الأفراد مليونا و100 ألف مستفيد من القروض البنكية.

حفيق سوالي



تعتبر القروض البنكية لصالح الأسر من الأدوات المالية المهمة التي تقدمها البنوك في الجزائر بهدف تحسين مستوى المعيشة وتلبية احتياجات الأسر الجزائرية المختلفة. تشمل هذه القروض عدة أنواع مثل قروض السكن، القروض الاستهلاكية، قروض شراء السيارات، وتختلف شروطها بناءً على نوع القرض وقرارات العميل على السداد.

وتتمثل القروض البنكية للأسر الجزائرية وسبقاً لتخصيص أحد الفئات المختلفة سواء للسكن أو لتخصيص مستوى المعيشة أو للاقتناء وسائل النقل. وتعد هذه القروض بمثابة داعم قوي للأسر الجزائرية في مختلف المستويات الاجتماعية، ولذا، يولي دواً رئيسياً في دعم التنمية الاقتصادية من خلال تحفيز الطلب وتميز استقرار الأسر مالياً.

وحسب بيانات البنك والمؤسسات المالية لبنك الجزائر لمركزية المخاطر، في نهاية 2023، فإن عدد المستفيدين من القروض البنكية من الأفراد بلغ 1,113,907 (مقابل 1,079,381 في عام 2022، بنسبة زيادة قدرها 3.2% بمثلون 34,526 مستفيداً جديداً).

خلال العدة المتفق عليها، وإذا حاول العميل سحب الأموال قبل انتهاء العدة المحددة، فقد يواجه غرامات أو فقدان كامل أو جزئي للقرض.

قروض السكن والقروض الاستهلاكية والسيارات من أهم القروض

تعد قروض السكن من أكثر القروض طلباً من قبل الأسر الجزائرية، حيث تتوجح للمرضى فرصة شراء منازل أو شقق أو بناء منازل جديدة، تسهم هذه القروض في تحفيز الاستثمار الأسري وتحسين حجم الاستثمارات المقابلة للمزيد من الأفراد، كما تعتبر القروض الاستهلاكية موجهة لتسهيل الاحتياجات اليومية أو شراء سلع استهلاكية مثل الأجهزة المنزلية والمقروشات، ما يساهم في تحسين مستوى معيشتها وتأمين احتياجاتها الأساسية بأسلوب مريح ومرس، وتقدم بعض البنوك قروضا خاصة لتمويل شراء السيارات، ما يسمح للمواطنين بامتلاك وسيلة نقل تساهم في التقليل البشري وتسهم القروض البنكية الموجهة للأسر في تحفيز الطلب الداخلي، حيث تساهم في زيادة شراء السلع والخدمات، ما يؤدي إلى زيادة الإنتاج، وتضع الشركات على زيادة إنتاجها واستهلاكها.

ويتم الاقتصاد الوطني، بينما يعنى القروض البنكية موجهة لمساعدة الأسر التي ترغب في إنشاء مشاريع صغيرة، مثل مشاريع تجارية أو خدماتية، هذا النوع من القروض يوجه للمعاملات بشكل استهلاكي ويساهم في مواجهة الأعباء المالية اليومية.

أو غير المسددة، فإنها حسب بنك الجزائر تشكل مبالغ حوالت الدفع وخطر نطاق الشركات التي تديرها مركزية الحيوان غير المدفوعة العناصر الأساسية المكون المتعلق مع وكالة إصدار الشركات دون رسيد، إلى الشركات للملازم والبنوك والقرابة العامة والخدمات المالية ليريد الجزائر يتطلب استشارة هذه المركزية.

وبين تطور نشاطات مركزية حوالت الدفع التي تم تقييمها من خلال البيانات المعلنة لمركزية الحيوان غير المدفوعة خلال السنة المالية 2023 مقارنة بسنة 2022، فإن حوالت الدفع ارتفعت من حيث العدد بنسبة 90.6% وانخفضت قيمتها بنسبة 1.0% وتمثل 42,082 شيكا بقيمة 101.49 مليار دينار مقابل 41,896 شيكا بقيمة 102.55 مليار دينار عام 2022، وانخفض عدد إقرارات أو تصاريح التسوية من 10,470 عام 2022 إلى 10,422 عام 2023 بانخفاض بنسبة 0.5%، وبقى عدد تسوية المخرجات سنة 2023 متخففا مقارنة بعدد الحوالت المعلن عنها لدى مركزية المدفوع غير المسددة (42,082) أي بنسبة 724.9.

أكثر من 5540 مليار دينار ومئات الأسر لدى البنوك

على صعيد متصل، قدر بنك الجزائر القيمة الإجمالية للودائع الخاصة بالأسر لدى البنوك عام 2023، بنحو 5,441.4 مليار دينار جزائري مقابل 4,823.8 مليار دينار جزائري بنسبة نمو إيجابية بلغت 12.8%.

وتتكون المستفيدين من القروض البنكية بشكل أساسي من الأفراد وأصحاب المشاريع الفردية (35,408)، وذلك تعال الأسر وبعدها ما سنته 1 (597) من إجمالي عدد المستفيدين من الائتمان أو القروض البنكية، أي 1,081,863 مقابل 92,044 شركة فقط (32.9%).

ويبلغ حجم الاعتمادات أو القروض البنكية والقروض من طريق التوقيع المستعملة طميا والمصرح بها لمركزية المخاطر بنهاية ديسمبر 2023، نحو 9,653 مليار دينار مقابل 9,373 مليار دينار في نهاية ديسمبر 2022، أي ارتفاع طفيف بنسبة 3%.

وتتمثل حصة القروض البنكية المستعملة 778.2% وحصة القروض من طريق التوقيع المستعملة طميا 116.7% وتبلغ الفوائد المستحقة من القروض حوالي 521 مليار دينار.

وحسب التقدير بنك الجزائر، فإن مجموع الأسر الجزائرية المستفيدة من القروض البنكية من البنوك والمؤسسات المالية، بلغ إلى نهاية السنة 989,895 أسرة، ويبلغ عدد الرجال المقترضين من البنوك 781,423 مقترض، بينما بلغ عدد النساء المقترضات 207,972 مقترضة من البنوك، أما مجموع المقترضين من الأسر والأفراد والمؤسسات، فزهم بلغوا إجمالا نحو 1,486,540 مقترض من البنوك.

ويجدر بالاشارة أن القروض البنكية هي نوع من القروض التي يقدمها المقترض (مثل البنوك أو المؤسسات المالية) إلى المقترض في شكل

مبلغ نقدي مباشر، يتم تسليم هذا المبلغ نقداً أو تحويله إلى حساب المقترض ليستخدمه في أي غرض يريد، مثل سداد الديون أو تمويل مشروعات معينة أو تغطية نفقات شخصية. والقرض النقدي يكون بمثابة عبء يعتمد على شروط القرض والمقرض.

أما القروض عن طريق التوقيع والمعروفة أيضاً باسم القروض المضمونة بالتوقيع أو قروض التوقيع، هي نوع من القروض الشخصية غير المضمونة التي يتم تقديمها بناءً على توقيع المقترض كشاهد بأسده، دون الحاجة إلى تقديم ضمانات مادية مثل العقارات أو السيارات. ويعتمد هذا النوع من القروض بشكل رئيسي على الجدارة الائتمانية للمقترض وتاريخه المالي.

ولقد هذه القروض عادةً على أساس قصير إلى متوسط الأجل، مع فترة سداد تتراوح ما بين عدة أشهر إلى عدة سنوات، وبمزايا عدم وجود ضمانات تكون معدلات الفائدة عادة أعلى من القروض المضمونة.

أزيد من 16 مليار دينار ضمانات مقدمة من القروض

من جانب آخر، بلغت الضمانات المقدمة من القروض المملوكة المعلن عنها لمركزية المخاطر خلال هذه السنة المالية حوالي 15,944 مليار دينار، منها 8,819 مليار دينار ضمانات حقيقية و7,124 مليار دينار ضمانات شخصية بنسبة 43.2% من إجمالي الضمانات أو القروض المضمونة.

أما بخصوص مركزية الدين غير المدفوعة